



# L'Internationaliste

« Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine ! »

N° 164 - Octobre 2016 - 2 €



# Pour un pôle Lutte de classes !

**Groupe Socialiste Internationaliste**  
Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

# Pour un pôle « lutte de classes »

Le grand cirque de la présidentielle a commencé. En concurrence avec le FN et le gouvernement Valls, les candidats Républicains jouent à qui présentera le programme le plus raciste, le plus répressif et le plus anti-conquêtes ouvrières. Au PS, les éléphants font mine de quitter le navire : Hamon, Montebourg, Filoche, Lienemann et les autres, tous rejettent verbalement la politique de Hollande-Valls. Mais pas un ne rompt avec le PS qui gouverne depuis 5 ans à coups de lois et de décrets antisociaux.

Ils sont à l'image des soi-disant « frondeurs » de l'Assemblée nationale qui s'indignaient, il y a trois mois encore, que leur gouvernement « socialiste » puisse pondre l'inique « loi Travail ». La fronde est aujourd'hui bien silencieuse dans les rangs parlementaires. Et qui ne dit mot consent.

De même que Pierre Laurent et J.-Luc Mélenchon, mais alors que le premier est obligé de négocier sa survie politique au fond d'une remorque attelée au PS, le second croit occuper le vaste espace vacant à gauche en recyclant de vieilles « tambouilles<sup>1</sup> » : des fanfares patriotiques sur des tribunes décorées de drapeaux tricolores et de quelques drapeaux rouges, pour le folklore ; un programme économique de « relance » capitaliste ; une promesse de changement de régime, à travers une assemblée constituante appelée du sommet de la V<sup>e</sup> République<sup>2</sup>... quel programme radical ! Le programme commun de 1981<sup>3</sup> qui appuyait la candidature de Mitterrand passerait presque pour révolutionnaire à côté !

Mais derrière la pavane et les mots à la presse, tous ceux-là se battent-ils pour l'abrogation de la loi Travail ? Se battent-ils contre la répression qui s'abat quotidiennement contre les syndicalistes sous prétexte de l'état d'urgence ? Se battent-ils contre la destruction de l'hôpital public et ses conséquences odieuses sur les personnels de la santé ? Se battent-ils pour l'accueil des travailleurs immigrés qui risquent leur vie et celle de leurs enfants pour rejoindre l'Europe ? Se battent-ils contre les licenciements à SFR, à Alstom ?

Assurément, non. Il serait pourtant grand temps de regrouper massivement les travailleurs autour d'un programme ouvrier qui exigerait, au minimum : face à

la précarité et la casse du code du travail, l'abrogation des lois Macron et El Khomri ; face à la répression, la fin de l'état d'urgence et l'arrêt de toutes les poursuites contre les militants syndicaux ; face à la destruction de la santé publique, l'abrogation de la loi Touraine, le réinvestissement massif de l'État dans l'hôpital public ; pour accueillir les travailleurs étrangers, des logements, des cours de langue et des papiers pour tous ; face aux licenciements, la nationalisation des grandes industries... mais sans rachat, sans indemnités aux capitalistes qui jouent avec la vie des travailleurs comme avec des jetons au casino.

On nous répondra que ces exigences minimales sont impossibles à satisfaire, que le grand patronat s'enfuirait à l'étranger avec ses capitaux, que l'UE tournerait le dos à la France. Qu'à cela ne tienne, il faudra alors que les ouvriers, les employés, les petits paysans et les petits fonctionnaires, des plus jeunes aux retraités, prennent en charge par eux-mêmes le gouvernement pour imposer leurs revendications, pour exproprier et nationaliser sous leur contrôle les banques et les grandes industries et pour proposer aux travailleurs d'Europe une alternative ouvrière à l'UE des capitalistes.

La majorité des militants à LO, au NPA ou dans d'autres appareils de la gauche ressassent depuis des années que les gens sont fatigués, qu'ils ne veulent pas se battre.

Comment expliquer, alors, qu'après des mois de lutte contre la loi Travail, les travailleurs n'ont pas été défaits ? Au contraire, les luttes continuent, malgré la répression, malgré une pression électoraliste et malgré les diversions des directions syndicales confédérales.

Parce qu'il faut bien le rappeler par ailleurs : les premiers responsables de l'adoption de la loi Travail sont Philippe Martinez et J.-Claude Mailly.

Les syndiqués de base de la CGT et de FO ont imposé leur unité à leurs dirigeants syndicaux, ils ont imposé les multiples appels à se mobiliser et la montée nationale du 14 juin. Mais ceux-là ont pesé de tout leur poids bureaucratique pour empêcher que la revendication centrale qui était alors posée, la grève tous ensemble jusqu'au

retrait, puisse être satisfaite. Leurs traditionnelles manœuvres comme la multiplication des journées de manifestation sans lendemain et autres appels disparates et du bout des lèvres à la grève, ont abouti à un 15 septembre pour lequel ils se sont bien gardés de mobiliser. Depuis, Martinez et Mailly sont passés à autre chose et sont retournés à leur petite routine.

Oui, mais entre syndiqués CGT, FO, FSU, Solidaires et non syndiqués, cela a discuté ces derniers mois dans les manifs, dans les assemblées et dans les grèves. De plus en plus de travailleurs sont conscients de la politique de collaboration de classe des dirigeants de nos confédérations syndicales qui se sont acharnés à freiner, à empêcher une mobilisation à hauteur des attaques.

Et si la colère légitime contre ces bureaucrates n'a pas dépassé les coups de semonce au congrès de la CGT d'avril dernier ou les diversions du type « Nuit debout » et « cortège de tête », force est de constater que les conditions existent pour regrouper des travailleurs, des jeunes, des retraités, des militants politiques et/ou syndicaux sur une ferme base de classe.

C'est pour discuter largement de tout cela, sans sectarisme ni a priori, que nous avons signé avec les camarades de **La Commune** l'appel pour la constitution d'un pôle « lutte des classes ». Nous appelons à partager, à diffuser, à signer et à faire signer cet appel.

Pour les militants du **Groupe socialiste internationaliste**, le regroupement des forces vives qui non seulement se sont battues contre la loi Travail mais continuent à se battre quotidiennement contre les conséquences des lois anti-ouvrières du gouvernement Hollande-Valls, est un jalon essentiel et décisif vers la reconstruction d'un parti révolutionnaire, authentiquement socialiste et internationaliste dans ce pays.

1) Un terme cher à Mélenchon...

2) Rappelons que le « camarade » Mélenchon éprouvait une certaine sympathie pour le « camarade » Hugo Chávez.

3) <http://discours.vie-publique.fr/notices/083001601.html>.

# Appel à la constitution d'un pôle LUTTE DE CLASSES

Le 1<sup>er</sup> septembre 2016

**Au printemps dernier, un large front du refus s'est levé contre la loi El Khomri, avec le soutien de la population.**

**Le fait est : après cinq mois de bras de fer, la loi El Khomri a été adoptée. Au regard du rapport des forces réel, ce « résultat » est un véritable paradoxe.**

En effet, l'adoption de cette loi est le fait d'un gouvernement isolé et détesté de tous, sans majorité parlementaire. Un gouvernement sans force.

**Dans ces conditions, un premier constat s'impose :**

Martinez-Mailly, l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires, FSU, UNEF, ont refusé d'appeler à la grève générale. La grève générale public-privé, jeunes-salariés était pourtant à l'ordre du jour, au lendemain des puissantes manifestations du 31 mars 2016. Elle était d'autant plus à l'ordre du jour le 12 mai 2016, lorsque Hollande-Valls ont « dégainé » une première fois le 49-3.

En juin, Martinez-Mailly et l'intersyndicale (CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL, FIDL) ont renoncé à exiger le retrait de cette loi, ni amendable, ni négociable. Tel était pourtant le but clairement affirmé des manifestations monstres du 14 juin 2016.

Martinez-Mailly et l'intersyndicale ont alors supplié le gouvernement de négocier des aménagements de cette loi. Cette ligne de moindre résistance a alors conforté Hollande-Valls dans leur volonté d'aller « jusqu'au bout ».

**Tout l'indique :**

On ne peut aller de l'avant si l'on craint de rompre avec le gouvernement et ses « réformes ».

On ne peut aller de l'avant si l'on craint de s'engager dans la voie de la lutte des classes pour imposer la volonté des salariés et des jeunes, de la majorité sociale de ce pays.

On ne peut aller de l'avant si l'on craint de rompre avec l'Union européenne, ce

club des capitalistes et des banquiers. La loi dont El Khomri a été le prête-nom, a pour véritables auteurs les commissaires de Bruxelles.

Or, Martinez-Mailly et l'intersyndicale, entendent relancer un nouveau cycle de journées « saute-mouton » à partir du 15 septembre.

Tout le monde le sait : Cette « stratégie » de « temps forts » ne permettra pas d'imposer l'abrogation immédiate de la loi El Khomri qui détruit le droit du travail et ordonne la « réécriture du Code du travail ».

La loi El Khomri peut et doit être abrogée, les revendications vitales des jeunes et des salariés peuvent et doivent être satisfaites. Dans cette voie, il est nécessaire d'organiser la force pour l'unité, le « tous ensemble » et la rupture complète avec le gouvernement et l'Union européenne.

Cette rupture complète des syndicats avec le gouvernement et ses « réformes », avec l'Union européenne (qui a demandé aux gouvernements de faire des lois El Khomri dans tous les pays) est vitale pour le mouvement ouvrier et pour les salariés. Elle est vitale face au gouvernement, au MEDEF et face à la direction CFDT, véritable branche « salariés » du MEDEF, ennemie du syndicalisme.

Toute la situation met à l'ordre au jour :

- L'unité pour l'abrogation de la loi El Khomri, ni amendable, ni négociable.
- L'unité pour porter un coup d'arrêt à tous les licenciements et pour leur

interdiction : pas un seul licenciement, pas une seule suppression de poste, unité pour porter un coup d'arrêt à la « baisse des coûts du travail ».

La réalisation de l'unité sur ces objectifs passe nécessairement par le regroupement dans tout le pays de tous les syndicalistes, les militants ouvriers conscients que seule la lutte de classes peut payer et porter un coup d'arrêt aux agressions du gouvernement et du MEDEF contre les conditions de vie et de travail des salariés, des chômeurs, des retraités, des jeunes et de leurs familles.

Oui, le regroupement, partout, dans les entreprises, les services, les chantiers, les cités, les syndicats pour l'abrogation de la loi El Khomri.

## EMPLOIS, SALAIRES, LITS D'HÔPITAUX, CODE DU TRAVAIL PAS TOUCHE !

**Oui, le regroupement le plus large** pour la rupture avec le gouvernement de la loi El Khomri, avec la République du 49-3 et avec l'Union européenne des capitalistes et des banquiers.

Quelques-uns, quelque part, doivent prendre sans attendre l'initiative d'aller vers la constitution d'un tel Pôle Lutte de classes dans ce pays. C'est le sens de ce premier appel que nous vous invitons à signer et faire signer en masse, pour l'unité et la rupture, pour vaincre et vivre.

Pour signer cet appel :

[poleluttedefclasses@orange.fr](mailto:poleluttedefclasses@orange.fr)

**Premiers signataires :**

Wladimir Susanj, responsable syndical, fonction publique, (75), Rémy Frey, responsable syndical commerce, (75), Olivier Lebovitch, syndicaliste AP-HP, (75), Grégory Marchand, syndicaliste formation continue, (92), Rémi Duteil, syndicaliste inspecteur risques professionnels, (49), Garlone Lajonie, syndicaliste éducation nationale, (24), Julie Charmaillaux, syndicaliste archéologue, (63), Christopheur Halleur, syndicaliste, (77), Francis Charpentier, syndicaliste travailleur social, (64), Gérard Guzman, syndicaliste retraité taxi, (75), Daniel Petri, syndicaliste retraité cheminot (94), Marinette Moine, syndicaliste retraitée caisse de retraite (94)

# Luttes de classe

Revue de presse sociale

## La violence de classe engendrée par le capitalisme

Par Marinette

**A**ux récentes mobilisations, en Inde et au Chili, prennent une résonance toute particulière, voire révolutionnaire, au moment même où les capitalistes imposent toujours plus de flexibilité, de remise en cause d'acquis sociaux et d'attaques contre la protection sociale et les retraites.

Inde

### Pour une sécurité sociale universelle

Alors que l'Inde est encensée par les instances internationales comme le FMI pour ses « bonnes performances économiques », une grève générale a paralysé le pays le 2 septembre. Selon les médias indiens : « la plus grande grève dans le monde ».

La population s'est dressée pour dire non à l'exploitation capitaliste, dans un pays où 90 % de la population travaille pour des secteurs informels, c'est-à-dire soumis à une exploitation violant les droits les plus élémentaires, à l'insécurité de l'emploi, sans quasiment aucun droit ni protection sociale, conduisant à une grande pauvreté.

Le pays a été paralysé par une grève générale et par des manifestations regroupant des millions de personnes (plus de 150, voire 180 millions) : travailleurs, professeurs, travailleurs de la construction, infirmiers, employés, mineurs, marchands ambulants, etc. : une grève à l'appel de toutes les centrales syndicales indiennes à l'exception d'une seule.

Les principales revendications étaient contre une loi travail visant à faciliter les licenciements et à limiter la liberté syndicale, contre les privatisations et la sous-traitance, mais aussi pour l'augmentation du salaire minimum et pour une sécurité sociale universelle.



Chili

### Fatigués, fatigués d'être volés chaque mois

Ils étaient plus de 200 000 Chiliens dans la rue le 24 juillet et à nouveau plus d'un million et demi le 21 août à manifester contre le système actuel de retraite basé sur les fonds de pension, c'est-à-dire par capitalisation : des manifestations de colère et de grande ampleur contre cette arnaque.

Le Chili est le premier pays au monde à avoir adopté ce système. Créé sous la dictature de Pinochet, fin 1980, début 1981, il a remplacé le système par répartition avec la promesse d'une retraite meilleure. Sa mise en place est allée de pair avec les privatisations des entreprises publiques.

Mais la réalité est tout autre : Un Chilien, mécanicien qui manifeste pour la première fois explique : « **nous sommes fatigués, fatigués d'être volés chaque mois de manière légale pour remplir les poches des grands chefs d'entreprise de notre pays** ».

En effet, l'escroquerie est de taille : chaque salarié est ponctionné chaque mois sur son salaire de 10 %, auquel s'ajoute une cotisation de gestion de 1,15 % pour une retraite qui représente moins d'un tiers du salaire. Des milliers de retraités chiliens sont réduits à la pauvreté ! De l'autre côté les 6 entreprises privées qui gèrent ces fonds de pension, parmi les plus riches du pays font des bénéfices incroyables. Un modèle que nous vantent les économistes capitalistes !

# L'état d'urgence au service de la répression syndicale

Pressé d'en finir avec la loi El Khomri, le gouvernement Hollande-Valls a précipité sa publication au journal officiel ce mois d'août, après son coup de force en juillet avec l'article 49,3. Le refus des directions des confédérations syndicales d'appeler à la grève générale, alors qu'elle était à l'ordre du jour, lui a facilité la tâche ! Pourtant isolé, discrédité, il persiste et signe dans son entreprise de destruction du code de travail comme le lui demande l'Union européenne.

Pour faire face aux réactions du mouvement ouvrier, le terrorisme, produit barbare du capitalisme, continue d'être instrumentalisé sous couvert de l'état d'urgence. Libertés individuelles et collectives menacées, criminalisation de l'action syndicale, violences policières, c'est une montée en puissance.

À nouveau, le 15 septembre, un manifestant, syndiqué de Sud santé sociaux de l'AP/HP, a été victime de violences policières lors de la dernière manifestation contre la loi El Khomri. Il a perdu l'usage d'un œil.

La liste des militants syndicaux attaqués devant les tribunaux est particulièrement longue et édifiante, et démontre la volonté de ce gouvernement d'en découdre avec les syndicalistes.

Rappelons le cas de ce délégué CGT d'Air France, dont Myriam El Khomri a validé le licenciement, désavouant et annulant par là même, la décision de l'inspecteur du travail.

Le cas de ces deux dockers du Havre interpellés le 31 août dans la matinée, comme de vulgaires malfaiteurs, pour des « violences commises » lors de la manifestation du 14 juin. Arrêtés le matin même où se tenait une assemblée générale de rentrée de l'union départementale CGT de Seine-Maritime, la réaction a été immédiate : grève spontanée des ouvriers et dockers stoppant toute la journée l'activité du port du Havre, le deuxième de France.

Relâchés vers 19 h 15 après toute une journée de garde à vue, ces deux dockers devraient comparaître le 25 novembre devant le tribunal correctionnel de Paris.

Ce sont les Goodyear qui sont convoqués devant la cour d'appel d'Amiens les 19 et 20 octobre, procédure judiciaire enclenchée par le procureur de la République d'Amiens, alors même que la direction de Goodyear avait retiré sa plainte. Ils ont été condamnés à 24 mois de prison dont 9 mois ferme, assortis d'une mise à l'épreuve de 5 ans.

C'était au tour des seize d'Air France de comparaître devant le tribunal de Bobigny les 26 et 27 septembre. Un « procès bâclé » avec un « dossier complètement vide », selon la défense. Le procureur reprenant à son compte les propos du Premier Ministre, « casseurs, voyous », a requis 2 à 4 mois de prison avec sursis contre cinq d'entre eux et 1 000 euros d'amende pour les autres.

Tous condamnés pour avoir défendu leur emploi ! Une justice et un gouvernement au service de la bourgeoisie ! **Relaxe pour tous !**



## Motion adoptée à l'hôpital Broca

*BROCA, Paris 13<sup>e</sup>, le 13 septembre 2016*

Les personnels réunis en Assemblée Générale, le 13 septembre 2016 avec les syndicats FO et CGT réaffirment leur position de retrait du plan Hirsch, le maintien des équipes fixes et des horaires fixes et notamment le retrait de l'article 5 de l'arrêté du 1er avril 2016 au Directeur Général qui prévoit l'instauration de l'équipe de journée.

D'autre part, les personnels et les organisations syndicales demandent à ce que les organisations syndicales centrales CGT, FO et SUD, appellent à la grève des hôpitaux pour le retrait intégral du plan HIRSCH.

## Retrait des poursuites et relaxe pour les 8 syndicalistes de Goodyear !

### Tous au tribunal d'Amiens les 19 et 20 octobre !

### L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (GSI) publié par l'association loi 1901 APIDO

Courriel : [contact@gsiqi.org](mailto:contact@gsiqi.org) - Site web : <http://www.gsiqi.org/>

Clôture rédactionnelle le 1<sup>er</sup> octobre 2016

Directeur de la publication : Grégory Marchand Correction orthographique et typographique : Clémence Boisson  
Dépôt légal à la parution - ISSN n°2268-0705 / Imprimé par COREP - 89 rue de Tolbiac 75013 PARIS - France

# Non à la fermeture d'Alstom Belfort !

## Question économique

Par Emeric

Le 7 septembre dernier, la direction du groupe Alstom, spécialisé dans les transports ferroviaires, a annoncé la fermeture de l'usine de Belfort, qui compte 500 salariés, tandis qu'elle organisait avec la SNCF un grand raout sur le « TGV du futur ». En guise de consolation, proposition était faite aux ouvriers de rejoindre l'usine de Reichshoffen, à 200 kilomètres de là.

Détenu à 20 % par l'État depuis son sauvetage financier en 2004 alors que N. Sarkozy était ministre de l'Économie, Alstom a récemment défrayé la chronique lors du rachat de ses activités « Énergie » par le groupe General Electric (GE). La vente a rapporté la coquette somme de 9,7 milliards d'euros en novembre 2015 qui a été redistribuée pour un tiers (3,2 milliards !) aux actionnaires sous la forme d'une offre de rachat d'actions. Dix-huit mois plus tard, GE annonçait la suppression de 10 000 emplois – un poste sur six – en Europe dans l'ex-division d'Alstom, le tout pour garantir un taux record de rentabilité de 16 %.

### Opération baratin

Sans tarder, le bal des bonimenteurs s'est élancé, chacun des candidats à la présidentielle y allant de sa petite phrase : « *inacceptable* » pour A. Montebourg, ex-ministre du

Redressement productif, « *dans la méthode, pas acceptable* » pour E. Macron, ex-ministre de l'Économie, tandis que N. Sarkozy s'épanchait sur ce dernier en expliquant qu'« *il n'a[vait] rien fait, c'est désolant* ».

Branle-bas de combat également au gouvernement qui, à moins d'un an des élections présidentielles, espère faire oublier ses trahisons sur les fermetures d'Arcelor-Mittal Florange et de Citroën Aulnay. M. Sapin a ainsi expliqué que le gouvernement faisait « *en sorte qu'à Belfort les activités ferroviaires d'Alstom soient maintenues* » et en promettant « *du travail pour ceux qui aujourd'hui sont inquiets pour leur avenir* ».

### L'épouvantail de la nationalisation

Une nouvelle fois, la nationalisation est avancée comme une solution au problème. La nouveauté réside dans le spectre politique couvert : le souverainiste N. Dupont-Aignan (Debout la France), qui a promis de nationaliser EDF-GDF dans son programme, est ainsi favorable à une « *renationalisation provisoire de l'entreprise et à une prise de participation de l'État plus importante* ». De même que le Front national, qui dans un communiqué du 12 septembre estime que la nationalisation peut être « *une solution* ». De son côté, J.-L. Mélenchon (Parti de gauche) affirme que la nationalisation d'Alstom est « *indispensable* », tandis que J.-P. Chevènement établit le parallèle avec la nationalisation de Renault à la Libération.

Résolument opportuniste, cet engouement n'entend pas répondre aux attentes des travailleurs du groupe Alstom. La « nationalisation » promise par ces différents secteurs est à l'opposé de l'intérêt des travailleurs : expropriation, sans indemnité ni rachat, des actionnaires privés et contrôle ouvrier sur la production. Comme cela fut



le cas des nationalisations accomplies entre 1982 et 1984, le véritable objectif est de défendre les intérêts de la bourgeoisie nationale, de faire supporter les coûts de la restructuration de la filière par l'État, avant une privatisation à vil prix au plus grand bénéfice – une nouvelle fois – de la bourgeoisie.

### La riposte ouvrière

Côté ouvriers, la riposte s'organise. Après une première manifestation appelée par l'intersyndicale qui a rassemblé deux mille personnes à Belfort le 15 septembre, une seconde journée – « ville morte » – a rassemblé le 24 septembre 4 à 5 000 personnes. Des actifs, des retraités, des étudiants de Belfort, de Franche-Comté et même d'ex-salariés des hauts-fourneaux de Florange ont défilé, avant de se donner rendez-vous le 27 septembre pour une action devant le siège social à Saint-Ouen où se tiendra le comité central d'entreprise.

Face à la crise économique, à la casse du code du travail, aux licenciements, les travailleurs ne peuvent et ne doivent rester isolés, sans perspective. La solidarité de classe, un programme revendicatif clair et sans concessions, une organisation démocratique qui se batte jusqu'au bout, voilà ce dont nous avons besoin !

C'est ce à quoi nous nous sommes attelés avec le groupe La Commune en lançant le 1<sup>er</sup> septembre un appel à la constitution d'un **pôle lutte de classes**. Lisez, signez, faites signer et rejoignez-nous dans ce combat pour l'unité et la rupture, pour vaincre et vivre !

### Et pendant ce temps-là...

Airbnb, qui propose des hébergements chez l'habitant, vient d'annoncer que sa valorisation financière avait atteint trente milliards de dollars, soit davantage que des géants de l'hôtellerie comme AccorHotels, Hilton ou encore Marriot. Simple service en ligne, contrairement à ses concurrents qui possèdent du capital immobilier et emploient du personnel, cette entreprise accumule pourtant les déficits sans dégager le moindre profit. Une spécificité qu'elle partage avec Uber, le service de voitures de transports avec chauffeur, valorisé à quelque 68 milliards de dollars. Ce qui n'empêche pas les milliards de la spéculation d'affluer, alimentant toujours plus les bulles spéculatives sur les « nouvelles technologies ».

### Le coup d'État et la purge

Par Muhittin Karkin,  
militant turc de Lucha  
Internacionalista (Espagne),

le 23 juillet 2016

Traduit par Garlone

Tous les coups d'État et les tentatives de coup d'État sont, pour soi et en soi, des guerres civiles à petite échelle, avec leurs vainqueurs et leurs vaincus. Bien que les conséquences du conflit, le sort des vaincus et la manière dont le régime sera réformé dépendent principalement de l'idéologie et des intentions du vainqueur, cela est également subordonné à la nature des moyens qui ont mis fin au conflit. Si la seule chose qui avait mis fin à l'insurrection du 15 juillet était des manifestations menées par une masse démocratique, un nouveau vent révolutionnaire pourrait maintenant souffler sur le pays. Malheureusement, ce n'est pas ce qui s'est passé : la tentative de coup d'État se dégonfle et finalement se termine comme le résultat de conflits et intrigues entre les organes de l'État. Les manifestants de la minorité islamiste radicale, qui ont pris les rues lorsque la défaite des partisans du coup d'État était devenue plus ou moins évidente dans la nuit de la tentative de coup d'État, ou ceux rassemblés sur les places dans les jours qui ont suivi, ne sont que des masses de personnes appelées dans les rues par le secteur au pouvoir, afin d'assurer le soutien populaire à ses propres plans. Et malheureusement, ces masses sont loin d'être garantes de la démocratie malgré toutes les affirmations en ce sens de l'AKP et du président.

Contrairement à ce que les libéraux avaient prévu, les guerres civiles et les luttes de l'ampleur de celle que nous avons vue sont rarement suivies d'une période de paix. Ce qui se passe en réalité, c'est que les vainqueurs, ou

même ceux qui prennent temporairement le contrôle, commencent à mener des plans pour écraser les autres secteurs et, si possible, pour les éliminer physiquement. C'est bien ce qu'Erdoğan est en train de faire en ce moment, et ce qu'il va continuer de faire. Toutefois, l'ampleur de la terreur qu'il met en œuvre va bien au-delà, il ne s'agit pas seulement de viser les partisans de Gülen. Il n'est pas possible que les dizaines de milliers de personnes dont les noms figurent sur les listes – qui, c'est clair, avaient été préparées auparavant – soient toutes des partisans de Gülen ; en fait, les noms révèlent que ces listes incluent des ultranationalistes, ainsi que des dissidents de l'AKP. Autrement dit, la purge et la répression se répandent

FETÖ (l'organisation terroriste güleniste), ou d'être en faveur du coup d'État. En ce sens, le bonapartisme renforce ses arguments politiques et idéologiques comme ses dispositifs administratifs ; et il est clair que si cela devait s'avérer insuffisant, les pouvoirs en faveur de la charia pourraient être mis à contribution. Par exemple, le gouvernement, craignant un possible échec des forces de police, a déjà exprimé son intention d'alléger les exigences en matière de contrôle des armes qui autorisent les civils à porter des armes avec une licence.

Cependant, la vague de purges va être utile aussi dans un autre domaine : celui de la distribution du butin de la « victoire ». Qui remplira les dizaines de milliers d'emplois qu'on prend à l'armée, à la bureaucratie, aux groupes professionnels, aux entreprises ? Qui va emporter les enchères ? Quelles entreprises pourraient changer de mains et à qui seront-elles données ? Il est important de rappeler que tandis que les partisans de Gülen forment un seul mouvement, occupent une place considérable dans l'administration et l'économie et sont très fidèles à leur leader,

Erdoğan au contraire est entouré par une confédération de mouvements de plus petite envergure. Comme on en a eu l'illustration avec les groupes de Gül, Arınç et Davutoğlu, la personnalité du président ne suffit pas à unifier ces mouvements de moindre ampleur. Dans cette situation, une purge administrative pourrait servir de solution temporaire ; pourtant, les conflits et ruptures qui surviendraient lors de la distribution du butin et des postes vacants dans



comme une traînée de poudre.

Il serait naïf de croire que cette traînée de poudre ne puisse pas brûler la classe ouvrière. C'est une occasion inespérée pour la bourgeoisie regroupée autour de l'AKP de nettoyer ce qui reste du mouvement ouvrier indépendant. La porte est ouverte pour accuser toute tentative d'organisation syndicale, toute grève ou acte de résistance, ou même l'action démocratique de travailleurs d'être un prolongement du terrorisme du

l'entourage d'Erdoğan pourraient conduire à un affaiblissement ou même à la dissolution de la confédération. Il va sans dire qu'Erdoğan traitera ces conflits et ruptures potentiels à travers une nouvelle purge contre le terrorisme. N'oublions pas que la bourgeoisie « laïque et libérale » pourrait, à tout moment, tomber également sous cette étiquette de terroriste.

Il est tout à fait évident que cette vague de purges et de répression menées sous la direction d'Erdoğan ne peut être tenue pour un prétendu « front pour la démocratie » entre des secteurs allant des nationalistes aux sociaux-démocrates, en passant par la gauche libérale, des dirigeants syndicaux et des socialistes réformistes. En fait, ce « front » n'a pas été à la hauteur de ses principes. Lorsque les tanks sont apparus dans les rues, ces secteurs ont choisi de rester à la maison et de regarder les actualités à la télévision, au lieu de sortir dans la rue pour défendre la démocratie et la souveraineté du Parlement. Qui plus est, ils ont profondément souhaité que le coup d'État renverse Erdoğan, même s'ils ont tenu une position et un discours contre

ce coup d'État. Quelques-uns ont même essayé de légitimer leur attitude, qu'ils ont appelée la « ligne de comportement responsable ». Ils ont laissé les rues aux partisans d'Erdoğan et à la frénésie islamiste. Si un front composé de différents secteurs avec des positions et des intérêts de classe différents ne pouvait se mobiliser contre une tentative de coup d'État, comment s'attendre à ce qu'il résiste contre un gouvernement « légitime » qui peut aisément mettre en marche tous les mécanismes de l'État ? et avec quels moyens « démocratiques » ?

Le processus en cours est clairement un conflit de classe. Certains secteurs de la bourgeoisie soutiennent la « terreur constitutionnelle » dans l'espoir de partager une part du butin. Ceux qui ont intégré l'économie mondiale, honteux de l'état de la démocratie face à l'UE et aux États-Unis, apeurés, essayent de gérer leurs entreprises dans les conditions actuelles. Les secteurs de la petite bourgeoisie, pris de rage sous l'effet de la crise, ont désormais une réelle opportunité d'obtenir des places et de devenir riches ; et ils sont prêts à éliminer tout travailleur en dessous d'eux, tout

progressiste laïque, tout socialiste ou révolutionnaire, enfin toute organisation révolutionnaire et démocratique, y compris les syndicats. Ces secteurs ont un chef et n'ont besoin que d'un signe de sa part. Certains n'ont même pas attendu ce signe et ont déjà essayé d'établir leur propre ordre dans les quartiers et les villes.

Ce qui fait défaut actuellement, c'est la direction de la classe ouvrière. Les travailleurs n'ont pas besoin de fronts démocratiques flous. Au contraire, ils ont besoin d'une direction solide, déterminée et courageuse, capable de mobiliser les masses. Une direction qui déclare la révolution politique et, par conséquent, un gouvernement des travailleurs comme les seules voies pour l'établissement de la démocratie en Turquie. Une direction qui lutte pour cette cause, consciente du fait qu'elle ne peut se construire que dans et par la mobilisation des masses. Les socialistes doivent travailler sans relâche à cet objectif, plutôt que de chercher qui blâmer pour la grave situation actuelle. Si ce n'est pas maintenant, alors quand ?

# L'Internationaliste

## Sommaire du n°164

### ✓ Édito

Pour un pôle « lutte des classes » - p. 2

### ✓ Appel commun

Appel à la constitution d'un pôle « lutte de classes » - La Commune et GSI - p. 3

### ✓ Luttes de classe

Revue de presse sociale : La violence engendrée par le capitalisme - p. 4

Question économique : Non à la fermeture d'Alstom Belfort !- p. 6

### ✓ International

Turquie: le coup d'État et la purge (par Muhittin Karkin) p. 7



[www.gsiqi.org](http://www.gsiqi.org)